



KPMG SA
480 avenue du Prado
13008 Marseille

Association Réadaptation Sociale - A.R.S.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022
Association Réadaptation Sociale - A.R.S.
6, rue des Fabres - 13001 Marseille

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 14-30080101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
480 avenue du Prado
13008 Marseille

Association Réadaptation Sociale - A.R.S.

6, rue des Fabres - 13001 Marseille

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

À l'assemblée générale de l'Association Réadaptation Sociale - A.R.S.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Réadaptation Sociale - A.R.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Marseille, le 27 juin 2023

KPMG SA

Joëlle BOUCHARD

Commissaire aux comptes

BILAN ACTIF AU 31/12/2022

ACTIF	Exercice 2022			Exercice 2021
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	8 964	8 964	0	332
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	112 422	51 049	61 373	60 062
Constructions	3 957 402	1 992 123	1 965 279	2 091 260
Installations techniques, matériel et outillage industriels, autres	373 353	199 853	173 501	221 252
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
<i>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</i>				
Immobilisations financières				
Participations et Créances rattachées	590	0	590	590
Autres titres immobilisés				
Prêts	241 734	0	241 734	227 478
Autres	63 879	0	63 879	56 963
Total I	4 758 345	2 251 989	2 506 356	2 657 937
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Avances et acomptes versés sur commandes	50 231	0	50 231	0
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	201 724	0	201 724	469 910
<i>Créances reçues par legs ou donations</i>				
Autres	225 485	0	225 485	251 542
Valeurs mobilières de placement	2 286 124	0	2 286 124	2 261 831
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	954 544	0	954 544	765 711
Charges constatées d'avance	39 986	0	39 986	26 343
Total II	3 758 094	0	3 758 094	3 775 336
Frais d'émission des emprunts (III)				0
Primes de remboursement des emprunts (IV)				0
Ecart de conversion Actif (V)				0
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	8 516 438	2 251 989	6 264 450	6 433 273

BILAN PASSIF AU 31/12/2022

PASSIF	Exercice 2022	Exercice 2021
FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
dont legs et donations avec contrepartie d’actifs immobilisés, subventions d’investissement affectés à des biens renouvelables...		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	1 144 908	1 056 529
Autres	241 069	227 478
Report à nouveau		
Report à nouveau	1 220 856	1 321 370
Résultats sous contrôle de tiers financeurs	747 775	837 163
Excédent ou déficit de l'exercice	-259 933	-102 187
Situation nette (sous total)	3 094 675	3 340 353
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées	953 353	959 079
Droits des propriétaires - (Commodat)		
Total I	4 048 028	4 299 431
FONDS REPORTES ET DEDIES		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés		
Total II		
PROVISIONS		
Provisions pour risques	15 000	30 000
Provisions pour charges	186 718	175 679
Total III	201 718	205 679
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement	60 423	60 423
- sur autres ressources		
Total III bis	60 423	60 423
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	336 108	407 548
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	976 415	931 659
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	0	0
Autres dettes	639 931	526 706
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	1 827	1 827
Total IV	1 954 280	1 867 739
Ecart de conversion Passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)	6 264 450	6 433 272

COMPTE DE RESULTAT exercice du 01/01/2022 au 31/12/2022

	Exercice 2022	Exercice 2021
COMPTE DE RESULTAT		
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	158 856	158 856
dont parrainages		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	7 797 869	7 653 490
Subventions		
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	40 619	117 678
Utilisations des fonds dédiés		
Autres produits		
Cotisations		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs et donations		
Contributions financières reçues		
Versement des fondateurs		
Quote-part de dotations consommables virées au compte de résultat		
Autres produits	125 841	114 111
Total I	8 123 185	8 044 135
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	3 031 120	3 095 592
Aides financières		
Impôts, taxes et versements assimilés	527 963	500 792
Salaires et traitements	3 326 970	3 143 323
Charges sociales	1 293 225	1 164 111
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	204 023	201 961
Dotations aux provisions	36 658	43 445
Reports en fonds dédiés		
Autres charges		
Aides financières		
Autres charges	73 014	75 296
Total II	8 492 972	8 224 520
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-369 787	-180 385
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	24 293	19 472
Autres intérêts et produits assimilés		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	24 293	19 472
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	0	0
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	24 293	19 472
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-345 493	-160 913
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	71 322	44 837
Sur opérations en capital	7 202	7 019
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	1 863	1 863
Total V	80 387	53 719
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	0	167
Sur opérations en capital	0	0
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-5 174	-5 174
Total VI	-5 174	-5 007
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	85 561	58 726
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	8 227 866	8 117 326
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	8 487 798	8 219 513
SOLDE INTERMEDIAIRE		
+ Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EXCEDENT OU DEFICIT	-259 933	-102 187
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat		
TOTAL	0	0
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
Personnel bénévole		
TOTAL	0	0

Association pour la Réadaptation Sociale

ARS

**Annexe aux comptes annuels de
l'exercice clos le
31 décembre 2022
Montants exprimés en Euros**

Association Pour la Réadaptation Sociale

ARS

6, rue des Fabres

13001 Marseille

Ce rapport contient 36 pages

Annexes aux comptes annuels

Table des matières

1	Objet social	6
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	6
3	Description des moyens mis en œuvre	7
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	8
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	8
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	8
5	Principes et méthodes comptables	8
5.1	Principes généraux	8
5.1.1	Changement de méthode comptable	9
5.1.2	Changements d'estimation	9
5.1.3	Corrections d'erreurs	9
5.2	Dérogations	9
5.3	Principales méthodes comptables	9
6	Informations relatives aux postes du bilan	9
6.1	Actif immobilisé	10
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	11
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	12
6.1.3	Dépréciations de l'actif immobilisé	14
6.1.4	Réévaluation	14
6.1.5	Coût d'emprunt	14
6.1.6	Frais d'établissement	14
6.1.7	Frais de développement	14
6.1.8	Donations temporaires d'usufruit	14
6.1.9	Fonds commercial	14
6.1.10	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	14
6.1.11	Actifs inaliénables	14
6.1.12	Informations relatives aux filiales et participations	14
6.1.13	Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)	15
6.1.14	Prêts aux partenaires	15
6.2	Actif circulant	15
6.2.1	Stocks et en cours	15
6.2.2	Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations	15
6.2.3	Comparaison VNC et valeur suivant dernier prix de marché	15
6.2.4	Précisions sur d'autres créances	15
6.3	Tableau des dépréciations de l'Actif	16
6.4	Fonds propres	16
6.4.1	Tableau de variation des Fonds propres	17
6.4.2	Autres informations sur les fonds propres sans droit de reprise (dont dotations non consommables)	17
6.4.3	Autres informations sur les fonds propres avec droit de reprise	18

6.4.4	Ecarts de réévaluation	19
6.4.5	Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité.	19
6.4.6	Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée	19
6.4.7	L'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire	20
6.4.8	Fonds propres consommables (dotations consommables fondations et fonds de dotation)	20
6.4.9	Subventions d'investissement	21
6.4.10	Provisions réglementées	21
6.5	Fonds reportés et dédiés	21
6.5.1	Fonds reportés liés aux legs ou donations	21
6.5.2	Fonds dédiés	22
6.6	Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges	22
6.6.1	Aménagement du cadre général- Augmentations (colonne B)	23
6.6.2	Aménagement du cadre général - Diminutions (colonne C)	23
6.7	Provision pour risques et charges	23
6.7.1	Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés	23
6.7.2	Provisions pour médaille du travail	24
6.7.3	Provisions pour reversement d'une subvention	24
6.7.4	Provisions pour charges sur legs et donations	24
6.8	Dettes	24
6.8.1	Emprunts et autres dettes assimilés	25
6.8.2	Dettes des legs ou donations	25
6.8.3	Précisions sur d'autres dettes	25
6.9	État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des sûretés réelles, à la clôture de l'exercice	25
7	Informations relatives au Compte de résultat	26
7.1	Résultats par activité ou établissement	26
7.2	Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux	27
7.2.1	Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif par établissement	27
7.2.2	Tableau de suivi du traitement des dettes provisionnées pour congés à payer	29
7.2.3	Tableau de suivi des amortissements dérogatoires	30
7.3	Produits du compte de résultat	30
7.3.1	Cotisations	30
7.3.2	Ventes de biens et services	30
7.3.3	Produits de tiers financeurs	30
7.3.4	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	31
7.3.5	Utilisations des fonds dédiés	31
7.3.6	Autres produits (d'exploitation)	31
7.4	Charges du compte de résultat	32
7.4.1	Achats de marchandises et variation des stocks	32
7.4.2	Autres Achats et charges externes	32
7.4.3	Aides financières	32
7.4.4	Impôts, taxes et versements assimilés	32
7.4.5	Salaires et traitements, charges sociales	32

7.4.6	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	32
7.4.7	Dotations aux provisions	32
7.4.8	Reports en fonds dédiés	32
7.4.9	Autres charges	32
7.5	Résultat Financier	33
7.6	Résultat exceptionnel	33
7.7	Contributions et charges des contributions, volontaires en nature (pied du compte de résultat)	33
7.7.1	Contributions volontaires en nature (Produits) : informations détaillées	33
7.7.2	Charges des Contributions volontaires en nature : informations détaillées	33
7.7.3	Autres informations sur la nature, le montant et le traitement de certains produits et charges	33
7.7.4	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	33
7.7.5	Autres informations sur certaines contributions volontaires en nature non présentées au pied du compte de résultat	34
8	Informations relatives à la fiscalité	34
8.1	Informations relatives au régime fiscal	34
8.2	Impôt sur les bénéfices	34
8.2.1	Ventilation de l'origine de l'IS	34
8.2.2	Impôt différé	34
8.2.3	Autres informations spécifiques liées à l'IS	34
9	Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales	34
10	Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants	35
10.1	Donations temporaires d'usufruit antérieures non immobilisées	35
10.2	Engagement reçu des donateurs	35
10.3	Dons en nature destinés à être cédés (engagements reçus)	35
10.4	Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)	35
10.5	Informations concernant les contributions volontaires non renseignées au pied du compte de résultat	35
10.6	Libéralités acceptées par l'association pour lesquels un délai d'opposition administrative existe	35
10.6.1	Libéralités acceptées pour lesquelles existe un délai d'opposition administrative à la clôture	35
10.6.2	Tableau de suivi des libéralités en cours de délai d'opposition à la clôture	35
10.6.3	Tableau de suivi des libéralités dont le délai d'opposition administrative est expiré à la clôture, jusqu'à leur affectation	35
10.7	Passifs non comptabilisés	36
11	Informations relatives à l'effectif	36

12	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	36
12.1	Engagements financiers donnés et reçus	36
12.2	Engagements pris en matière de crédit-bail	36
12.3	Autres opérations non inscrites au bilan	36

1 Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

Association est régie par la Loi du 1^{er} juillet 1901.

L'ARS œuvre principalement à Marseille en couvrant les champs de :

- La protection de l'enfance,
- La justice pénale des mineurs,
- L'accueil, l'hébergement et l'insertion des jeunes majeurs et des familles en difficulté,
- Le médico-social (ACT).

L'ARS accueille des mineurs, des jeunes majeurs en rupture familiale et sociale et des familles en difficultés, afin de les accompagner et les soutenir pour trouver les ressources et les capacités à se mobiliser dans un projet de vie.

Cette action doit aider ces jeunes à se réinsérer dans la Société.

L'Association est apolitique et aconfessionnelle.

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Les moyens d'action de l'Association sont :

- La création d'établissements ou de services spécialisés dans lesquels seront appliquées les projets éducatifs les plus adaptées aux besoins des personnes accueillies.
- Le recours aux équipements thérapeutiques spécialisées ou tout autres moyens autorisés par la Loi, concourant par quelques formes que ce soit à la réussite de l'action.

Le siège de l'Association de Réadaptation sociale a pour but d'animer la vie associative, de gérer des services communs en matière comptable, financière, gestion du personnel et du bâti au profit de huit établissements et services qui totalisent 268 places et 227 mesures.

De plus, le siège assure le suivi d'un établissement « DAUF » de 93 places gérées par PACT13.

Les établissements relevant de la compétence du Département :

- Lou Cantou,
- PEPS ou « Parcours Educatif Psychosocial »,
- SEMO ou Service Educatif en Milieu Ouvert,
- SAME ou Service d'accueil de mineurs non accompagnés,

Les établissements relevant de la compétence de l'état :

- CHRS,
- SRP ou Service de Réparation Pénale,
- CHUS Accueil Blancarde,
- SOUSTO ACT.

3 Description des moyens mis en œuvre

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

**** Locaux :**

- Lou Cantou, 66 boulevard Longchamp, 13001 Marseille,
- PEPS ou « Parcours Educatif Psychosocial », Pôle internat : 134/136 avenue de la Rose, 13013 Marseille et PHI/EVA 51 Boulevard Longchamp 13001 Marseille,
- SEMO ou Service Educatif en Milieu Ouvert, 30/32 boulevard Edouard Herriot, 13008 Marseille,
- SAME ou Service d'accueil de mineurs non accompagnés, 6 rue des Fabres 13001 Marseille,
- CHRS, 7 boulevard de la Liberté, 13001 Marseille,
- SRP ou Service de Réparation Pénale, 5 rue du Commandant Mages, 13001 Marseille,
- CHUS Accueil Blancarde, 37 traverse de la Trévaresse, 13012 Marseille,
- SOUSTO ACT, 6 rue de Pontevès, 13003 Marseille,
- SIEGE 6 rue des Fabres 13001 Marseille.

**** Ressources humaines :**

29 embauches en CDI

2 Secteur Administratif

24 Secteur Educatif

2 Secteurs Services Généraux

1 cadres Autres moyens/dépenses engagées

L'évolution de la masse salariale est de : +6.6 %

**** Formation :** le nombre d'heures de formation en lien avec les activités de l'entité s'est élevé à 1 327 heures à comparer à 1 539 au titre de l'exercice précédent.

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

Arrivée en janvier 2022 de Monsieur Denis DUPONT en tant que Directeur général en remplacement de Monsieur Franck TANIFEANI parti à la retraite.

L'Agence Régionale de la Santé a autorisé l'extension de 6 places du dispositif d'appartements de coordination thérapeutique Sousto ACT à compter du 01/06/2022.

La Préfecture de la région PACA a autorisé le 28 avril 2022, l'extension de 90 mesures supplémentaires pour l'établissement Service de Réparation Pénale.

La MECS PEPS constate encore cette année 2022 une grande difficulté pour atteindre son objectif en termes d'activité (journées). Inquiétude partagée avec les services du conseil départemental 13 et la PJJ afin de rechercher des pistes d'améliorations communes.

Enfin, comme l'ensemble du champs social et médico-social, le manque d'attractivité du secteur (et donc les difficultés pour recruter) devient très problématique pour la bonne continuité des établissements.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Depuis, le début de l'exercice, nos activités se poursuivent normalement et ce malgré la forte inflation. Nous fournissons des efforts significatifs malgré la hausse des coûts de l'énergie, de l'alimentation et des loyers.

Notre trésorerie nous permet donc d'honorer nos dettes et de passer cette période sans remettre en cause notre continuité d'exploitation.

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Le règlement ANC 2018-06 s'applique aux comptes afférents aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2020.

Les comptes annuels de notre entité pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changement de méthode comptable

Notre entité n'a effectué aucun changement de méthode comptable.

5.1.2 Changements d'estimation

Notre entité n'a effectué aucun changement d'estimation ayant un impact significatif.

5.1.3 Corrections d'erreurs

Notre entité n'a constaté aucune correction d'erreur significative

5.2 Dérogations

Notre entité n'a pratiqué aucune dérogation aux règles comptables applicables.

5.3 Principales méthodes comptables

Notre entité utilise les méthodes comptables explicites applicables.

Les comptes présentés appliquent les méthodes « de référence » suivantes qualifiées ainsi par le règlement 2014-03 :

Le provisionnement des engagements en matière de pensions, de compléments de retraite, d'indemnités et versements similaires conformément à l'article 324-1 ;

Les coûts d'emprunt engagés pour financer l'acquisition ou la production d'un actif éligible en application de l'article 213-9 ;

6 Informations relatives aux postes du bilan

Un actif est un élément identifiable du patrimoine ayant une valeur économique positive pour l'entité, c'est-à-dire un élément générant une ressource que l'entité contrôle du fait d'événements passés et dont elle attend des avantages économiques futurs ou un potentiel lui permettant de fournir des biens ou services à des tiers conformément à sa mission ou à son objet.

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, les biens reçus à titre gratuit sont comptabilisés à l'actif en les estimant à leur valeur vénale.

Les biens et dettes reçus par legs sont comptabilisés à la date de l'acceptation du legs par l'organe habilité de l'entité ou à la date d'entrée en jouissance si celle-ci est postérieure, en l'absence de condition suspensive. En présence de conditions suspensives, la comptabilisation est différée jusqu'à la réalisation de la dernière de celles-ci.

La délivrance d'un legs diffère en fonction de chaque catégorie de legs (legs universel, legs à titre universel ou legs particulier), ce qui a pour conséquence des dates d'entrée en jouissance et d'entrée en possession différentes.

La délivrance permet au légataire :

- 4 D'appréhender son legs ;
- 5 D'avoir droit aux fruits ;

6 De s'en prévaloir

A la date d'acceptation, les biens provenant de legs ou de donations sont comptabilisés :

7 Dans le compte « Créances reçues par legs ou donations » pour les espèces, les actifs bancaires, les actifs financiers cotés ou les parts ou actions d'OPCVM et assimilés jusqu'à la date de réception des fonds ou de transfert des titres ;

8 Dans des comptes d'actif par nature pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et destinés par le testateur ou le donateur à renforcer les fonds propres ou destinés à être conservés en vertu d'une décision de l'organe habilité à prendre la décision ;

9 Dans le compte « Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés » pour les biens autres que ceux visés au premier alinéa et qui sont destinés à être cédés.

Une assurance-vie dont l'entité est bénéficiaire est comptabilisée en produit « Assurance-vie » à la date de réception des fonds par l'entité.

Les biens reçus par donations entre vifs sont comptabilisés à la date de signature de l'acte authentique de donation. Si l'acte prévoit des transferts de propriété étalés dans le temps, les biens concernés sont comptabilisés à la date de chaque transfert de propriété.

Il peut s'agir de biens meubles ou immeubles, de biens corporels ou incorporels (tels que des droits : droits d'auteur, etc.).

6.1 Actif immobilisé

A leur date d'entrée dans le patrimoine de l'entité, la valeur des actifs est déterminée dans les conditions suivantes :

Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition ;

Les actifs produits par l'entité sont comptabilisés à leur coût de production ;

Les actifs acquis à titre gratuit sont comptabilisés à leur valeur vénale ;

Les actifs acquis par voie d'échange sont comptabilisés à leur valeur vénale.

Les subventions obtenues le cas échéant pour l'acquisition ou la production d'un bien (actif non financier) sont sans incidence sur le calcul du coût des biens financés.

Les coûts significatifs de remplacement ou de renouvellement d'un composant ou d'un élément d'une immobilisation corporelle sont comptabilisés comme l'acquisition d'un actif séparé et la valeur nette comptable du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Un composant séparé, qui n'a pas été identifié à l'origine, l'est ultérieurement si les conditions de comptabilisation prévues aux articles 212-1, 212-2 et 214-9 du règlement 2014-03 sont réunies, y compris pour les dépenses d'entretien faisant l'objet de programmes pluriannuels de gros entretien ou grandes révisions, si aucune provision pour gros entretien ou grande révision n'a été constatée. Si nécessaire, nous évaluons le coût du composant existant lors de l'acquisition ou de la construction du bien en utilisant le coût estimé des dépenses d'entretien faisant l'objet d'un programme pluriannuel de gros entretien ou grandes révisions, futur et identique. Dans tous les cas, la valeur nette du composant remplacé ou renouvelé est comptabilisée en charges.

Amortissement et dépréciation d'un actif : voir art. 214-1 à 7 du règlement 2014-03 et la note de présentation du règlement ANC 2015-06.

Les modes et durées d'amortissements sont présentés au paragraphe 6.1.2.3.

Les éventuelles dépréciations sont constatées après identification d'un indice de perte de valeur fonction des indicateurs suivants :

- Externes : valeur de marché, changements importants, taux d'intérêt et de rendement,
- Internes : obsolescence ou dégradation physique, changements importants dans le mode d'utilisation, performances inférieures aux prévisions.

La valeur nette comptable est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation modifiant ainsi de manière prospective la base amortissable.

L'évaluation des dépréciations est réalisée ultérieurement selon les mêmes règles. Quand les raisons qui ont motivé des dépréciations cessent d'exister, elles sont rapportées en résultat sauf celles sur le fonds commercial qui ne sont jamais reprises.

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	31 290	0	22 325	8 965
Immobilisations corporelles	4 594 648	29 959	181 429	4 443 177
Immobilisations financières	285 030	34 310	13 138	306 203
Total	4 910 968	64 269	216 892	4 758 345

Aménagement du cadre général – Développement de la colonne B (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0
Immobilisations corporelles	0	0	29 959	0	0
Immobilisations financières	0	0	34 310	0	0
Total	0	0	64 269	0	0

Aménagement du cadre général – Développement de la colonne C (diminutions)

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	22 325
Immobilisations corporelles	0	0	0	0	181 429
Immobilisations financières	0	0	0	0	13 138
Total	0	0	0	0	216 892

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	30 957	332	22 325	8 964
Immobilisations corporelles	2 222 073	202 379	181 429	2 243 025
Immobilisations financières	0	0	0	0
Total	2 253 030	202 712	203 754	2 251 989

Aménagement du cadre général – Développement de la colonne B (augmentations)

Augmentations de l'exercice	Ventilation des dotations			
	Compléments liés à une réévaluation	Sur éléments amortis selon mode linéaire	Sur éléments amortis selon autre mode	Dotations exceptionnelles
Immobilisations incorporelles	0	332	0	0
Immobilisations corporelles	0	202 379	0	0
Immobilisations financières	0	0	0	0
Total	0	202 712	0	0

Aménagement du cadre général – Développement de la colonne C (diminutions)

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions		
	Eléments transférés à l'actif circulant	Eléments cédés	Eléments mis hors service
Immobilisations incorporelles	0	0	22 325
Immobilisations corporelles	0	0	181 429
Immobilisations financières	0	0	0
Total	0	0	203 754

Modalités d'amortissements

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Structure et ouvrages assimilés	Linéaire	50 ans
Menuiseries	Linéaire	25 ans
Chauffage	Linéaire	15 ans
Plomberie	Linéaire	25 ans
Ravalement	Linéaire	15 à 25 ans
Electricité	Linéaire	25 ans
Etanchéité	Linéaire	15 ans
Installations et agencements divers	Linéaire	3 à 10 ans
Matériel et outillage industriels	Linéaire	3 à 5 ans
Matériel de Transport	Linéaire	4 à 5 ans
Matériel de bureau et informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	3 à 10 ans

6.1.3 Dépréciations de l'actif immobilisé

Immobilisations	Valeur actuelle	Valeur nette comptable	Dépréciation	Dotation/ Reprise	
				Montant	Compte utilisé
Immeuble 83, Rue Consolat	67 674	52 700	51 049	1 311	291 000

6.1.4 Réévaluation

Néant.

6.1.5 Coût d'emprunt

Néant.

6.1.6 Frais d'établissement

Néant.

6.1.7 Frais de développement

Néant.

6.1.8 Donations temporaires d'usufruit

Néant.

6.1.9 Fonds commercial

Néant.

6.1.10 Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

Néant.

6.1.11 Actifs inaliénables

Néant.

6.1.12 Informations relatives aux filiales et participations

Informations financières	Capital	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats	Quote-part du capital détenue (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis par la société et non encore remboursés	Résultats (bénéfice ou perte du dernier exercice clos)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice
				Brute	Nette			
Filiales et participations								
SCI EPSS (884963687)	590	0	59	590	590	47 919	53 782	0

6.1.13 Titres immobilisés de l'activité de portefeuille (TIAP)

Néant.

6.1.14 Prêts aux partenaires

Néant.

6.2 Actif circulant

6.2.1 Stocks et en cours

Néant.

6.2.2 Créances, dont reçues par legs ou donations / dépréciations

Néant.

6.2.3 Comparaison VNC et valeur suivant dernier prix de marché

Stocks / VMP	Au prix de marché	Au bilan	Différence
Contrat Capitalisation BMM CAPI V	1 875 216	1 494 750	380 466
Contrat CAPI CA	410 909	400 000	10 909

6.2.4 Précisions sur d'autres créances

- Compte courant => 47 919 €
- Produits à recevoir (CIL, Dotation à recevoir Sousto) => 33 276 €
- Compte Epargne Temps => 94 672 €

Les charges constatées d'avance significatives sont les suivantes :

— Fournisseurs => représentant 39 986 € / 26 343 € l'exercice précédent

6.3 Tableau des dépréciations de l'Actif

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Stocks		NEANT		
Créances				
Immobilisations financières				
Total				

6.4 Fonds propres

Une ressource destinée à renforcer les fonds propres à raison d'une stipulation du tiers financeur, du testateur ou du donateur le cas échéant, est comptabilisée en fonds propres avec ou sans droit de reprise.

6.4.1 Tableau de variation des Fonds propres

Le tableau suivant défini par l'article 431-5 du règlement n°2018-06 se substitue à l'ensemble des informations demandées dans l'article 833-11 du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général.

VARIATION DES FONDS PROPRES	A L'OUVERTURE	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A LA CLOTURE
Fonds propres sans droit de reprise	0	0	0	0	0
Fonds propres avec droit de reprise	0	0	0	0	0
Ecart de réévaluation	0		0	0	0
Réserves « dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	1 284 006	665	105 450	4 144	1 385 977
Report à nouveau « dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	1 321 370	-100 514	0	0	1 220 856
Excédent ou déficit de l'exercice « dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée (1) »	837 163	-89 388	0	0	747 775
Situation nette (sous-total)	3 442 539	- 189 237	105 450	4 144	3 354 608
Fonds propres consommables	0		0	0	0
Subventions d'investissement	0		0	0	0
Provisions réglementées	959 079		7 709	13 435	953 353
TOTAL	4 401 618	-189 237	113 159	17 579	4 307 961

- (1) Précision prévue par l'article 153-1 du règlement ANC 2019-04 relatif aux activités sociales et médico-sociales gérée par des personnes morales de droit privé à but non lucratif applicable aux exercices **ouverts à compter du 1/1/2020**, exercices pour lesquels l'article 151-1 prévoit « le résultat, le report à nouveau et les réserves des activités sociales et médico-sociales sont présentés séparément au passif (...) sur une ligne spécifique »

6.4.2 Autres informations sur les fonds propres sans droit de reprise

Les fonds propres sans droit de reprise correspondent à la mise à disposition définitive d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ils sont la contrepartie de biens ou de fonds qui ne peuvent être repris ni par leurs apporteurs, ni par les fondateurs, ni par les membres de l'entité, ou, s'agissant d'une fondation, de la dotation statutaire et des dotations complémentaires non consommables. Ce n'est le cas échéant qu'à la liquidation de l'entité qu'ils feront l'objet d'un traitement spécifique (l'apport à une autre entité ayant le même objet le plus fréquemment).

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires				
Fonds propres complémentaires	NEANT			
• Première situation nette établie				
• Legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés				
• Dotations non consommables				
• Autres apports sans droit de reprise				

6.4.3 Autres informations sur les fonds propres avec droit de reprise

Les fonds propres avec droit de reprise correspondent à la mise à disposition conditionnelle d'un bien ou de numéraire au profit de l'entité. Ce bien est repris par l'apporteur lorsque la condition n'est plus remplie par notre entité bénéficiaire. La convention d'apport fixe les conditions (événement dont la survenance justifie la reprise du bien ou des fonds apportés tel que, par exemple, la dissolution de l'entité) et les modalités de reprise du bien (bien repris en l'état, bien repris en valeur à neuf,...). En fonction des modalités de reprise, notre entité enregistre le cas échéant, les charges et provisions lui permettant de remplir ses obligations découlant de cette convention.

Sauf précision particulière dans le contrat, les apports avec droits de reprise sont repris par les apporteurs dans l'état où ils se trouveront à la fin du contrat d'apport ou à la dissolution de l'association.

Libellé	Solde au début de l'exercice	Augmentation	Diminution	Solde à la fin de l'exercice
Fonds propres statutaires (subdivision suivant statuts)				
Fonds propres complémentaires	NEANT			
• Autres apports avec droit de reprise				
Subvention d'investissement	0	0	0	0

Le compte utilisé pour l'établissement du « bilan d'ouverture des premiers comptes annuels établis en application du règlement » est le 103600 « Subvention d'investissement » à la clôture les sommes ont été transférées en 110000 « Report à nouveau ».

6.4.4 Ecart de réévaluation

Néant.

6.4.5 Réserves, statutaires ou contractuelles, autres, pour projet de l'entité.

4 Réserves statutaires et contractuelles

Néant.

5 Réserves pour projet de l'entité

Ces réserves sont constituées des :

- Excédents affectés à l'investissement pour	741 350 €
- Excédents affectés en réserve de compensation des déficits pour	398 015 €
- Excédents affectés en réserve de trésorerie pour	4 878 €

6 Autres

Néant

6.4.6 Report à nouveau dont report à nouveau sous gestion contrôlée

En tant qu'entité gestionnaire il est comptabilisé dans des comptes spécifiques de report à nouveau, le résultat de l'activité sociale et médico-sociale **sous gestion contrôlée** de ces établissements ajusté des deux éléments suivants :

- Les charges et les produits des établissements dont la prise en compte par l'autorité de tarification est différée ;
- Les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification, conformément aux dispositions de l'article R. 314-52 ou de l'article R. 314-236 du code de l'action sociale et des familles et dont le rejet est contesté par l'entité dans le cadre d'un recours.

Lorsque les recours sont épuisés, les charges des établissements rejetées par l'autorité de tarification sont affectées dans le compte de report à nouveau général de l'entité.

Avant répartition du résultat de l'exercice		
Nature du report	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités propres de l'entité (acquis à l'entité) #110-119	799 118	1 963 670
Report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée #115	402 254	1 206 333
Solde		1 968 631

6.4.7 L'excédent ou déficit effectif de l'entité gestionnaire (ESSMS)

Le CASF fixe les règles

Le résultat ne peut être attribué aux membres ou aux fondateurs.

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité (art 153-2 du règlement n°2019-04)

Tableau de détermination du résultat effectif global de l'entité	Exercice N	Exercice N-1
Résultat comptable	- 259 933	- 102 187
Reprises du résultat antérieur (en + ou -) (1)	- 3 650	37 867
= Excédent ou déficit effectif global	- 263 582	- 64 321
Dont résultat effectif sous gestion propre (2)		
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée		

- (1) Augmentations/diminutions de contributions financières des autorités de tarification finançant les déficits des exercices antérieurs ou reprenant les excédents des exercices antérieurs des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée
- (2) Indiquer le cas échéant les montants respectifs de la contribution aux résultats effectifs N/N-1 sous gestion propre des résultats des activités autres que sociales et médico-sociales d'une part et des résultats des activités sociales et médico-sociales qui ne sont pas sous gestion contrôlée d'autre part,

6.4.8 Fonds propres consommables (dotations consommables fondations et fonds de dotation)

7 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissements sont des ressources à caractère durable, des ressources stables permettant de financer les investissements nécessaires aux activités de l'entité et d'alimenter sa trésorerie.

A compter de la première application du règlement 2018-06 les subventions d'investissement sont soit reprises au compte de résultat exceptionnel au rythme de l'amortissement des actifs qu'elles ont contribués à financer, que l'actif soit un bien renouvelable par l'association ou non, soit comptabilisées immédiatement en produit exceptionnel à la date d'octroi de la subvention.

Ce choix de méthode comptable s'applique à l'ensemble des immobilisations amortissables financées dans le cadre de projets définis par l'utilisation de fonds dédiés.

Notre entité a choisi :

De reprendre dans le résultat au rythme de l'amortissement de la quote-part des biens ainsi financés, la subvention d'investissement comptabilisée en fonds propres lors de son octroi, seul le montant net de la subvention étant présentée au bilan (traitement comptable appliqué rétrospectivement dès le 1^{er} exercice ouvert à compter du 1^{er} janvier 2020 aux subventions affectées à des biens renouvelables).

Tableau des subventions d'investissement

		Solde à l'ouverture de l'exercice			Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Subventions d'investissement		Montant global avant changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Impact du changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Montant global après changement de méthode lié à l'ANC 2018-06	Augmentation	Diminution	Montant global
Montant nominal :							
	Affectées à des biens non renouvelables	0			0	0	0
	Affectées à des biens renouvelables		0	0	0	0	0
	TOTAL	0	0	0	0	0	0
Quotes-parts virées au résultat :							
	Affectées à des biens non renouvelables	0			0	0	0
	Affectées à des biens renouvelables		0	0	0	0	0
	TOTAL	0	0	0	0	0	0
	Montant net en fonds propres	0	0	0	0	0	0

6.4.9 Provisions réglementées

Cf § 6.6 les tableaux de variations des provisions réglementées et pour risques et charges

Sont comptabilisés en amortissement dérogatoire, provisions réglementées, par notre entité gestionnaire la différence entre l'amortissement pratiquée dans le compte administratif des ESSMS gérées et l'amortissement courant comptabilisé en moins de l'actif par notre entité (Article 121-1).

6.4.10 Autres fonds propres

Néant.

6.5 Fonds reportés et dédiés

6.5.1 Fonds reportés liés aux legs ou donations

Néant

6.5.2 Fonds dédiés :

Situations	Montant des fonds affectés au projet	Fonds à dégager au début de l'exercice (19)	Virement Compte (103 / 7718)	Utilisation en cours d'exercice (7894)	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées (6894)	Fonds restants à engager en fin d'exercice (19)
Ressources	(2)	A	B	C	D	E=A-B-C+D
Subvention (1)	-	-				-
Action "Opération Mer"	16 769	16 769				16 769
Action "Plages de livres"	10 741	10 741				10 741
SPN - Formation	26 781	26 781				26 781
Action - Manuels	6 131	6 131				6 131
TOTAL	60 423	60 423				60 423

(1) A regrouper les cas échéant

(2) Il peut paraître intéressant d'indiquer le montant total des subventions affectées à chacun des projets avec mention de l'année d'attribution. Le montant total correspond aux fonds affectés lors des exercices antérieurs et lors de l'exercice en cours.

Les fonds dédiés figurant au passif du bilan pour un montant total de 60 423 € sont à plus de 2 ans.

6.6 Tableaux de variation des provisions réglementées et pour risques et charges

	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
Rubriques	Provisions au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Provisions à la fin de l'exercice
Provisions réglementées	959 079	7 709	13 435	953 353
Provisions pour risques	30 000	0	15 000	15 000
Provisions pour charges	175 679	30 464	19 425	186 718
Total	1 164 758	38 173	47 860	1 155 071

6.6.1 Aménagement du cadre général- Augmentations (colonne B)

Augmentations (dotations) de l'exercice	Ventilation des dotations		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées	7 709	0	0
Provisions pour risques	0	0	0
Provisions pour charges	30 464	0	0
Total	38 173	0	0

6.6.2 Aménagement du cadre général - Diminutions (colonne C)

Diminutions (reprises) de l'exercice	Ventilation des diminutions (reprises)		
	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Provisions réglementées	13 435	0	0
Provisions pour risques	0	0	15 000
Provisions pour charges	19 425	0	0
Total	32 860	0	15 000

6.7 Provision pour risques et charges

	Montant au début de l'exercice	Constitution par fonds propres	Dotations de l'exercice	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Reprises par fonds propres	Montant à la fin de l'exercice
Provisions pour risques	30 000	0	0	0	15 000	0	15 000
Provisions pour charges	175 679	0	30 464	19 425	0	0	186 718
Total	205 679	0	30 464	19 425	15 000	0	201 718

6.7.1 Provisions pour engagements de retraite et avantages assimilés

La convention collective appliquée dans l'association prévoit le versement d'une indemnité de fin de carrière en fonction de l'ancienneté de la personne dans l'association.

- 1 mois des derniers appointements s'il totalise dix années d'ancienneté au service de la même entreprise.
- 3 mois des derniers appointements s'il a au moins 15 ans d'ancienneté dans une activité relevant du champ d'application de la même convention.
- 6 mois des derniers appointements s'il a au moins 25 ans d'ancienneté dans une activité relevant du champ d'application de la même convention.

Il a été estimé que les départs se font à 62 ans, à l'initiative du salarié et de ce fait soumis à cotisations.

La provision pour indemnités de départ à la retraite couvre les droits acquis des salariés, nés entre 1949 et 1964, en contrat à durée indéterminée et s'élève à : 186 718 €. Ce montant est entièrement comptabilisé en provisions pour risques et charges.

6.7.2 Provisions pour médaille du travail

La convention collective appliquée dans l'association ne prévoit pas l'attribution de médailles du travail, aucune provision n'est constatée dans les comptes.

6.7.3 Provisions pour reversement d'une subvention

Néant.

6.7.4 Provisions pour charges sur legs et donations

Néant.

6.8 Dettes

Dettes(b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus 1 an	Échéances à plus 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (2)				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts (2) et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 2 ans au maximum à l'origine	-	-		
- à plus de 2 ans à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers (2)				
Avances et acomptes reçus sur commande	-	-		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	336 108	336 108		
Dettes fiscales et sociales	976 415	976 415		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-		-	
Autres dettes	639 931	639 931		
Produits constatés d'avance	1 827	1 827		
TOTAL	1 954 280	1 954 280	-	-
(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

(b) non compris avances et acomptes reçus sur commandes en cours

6.8.1 Emprunts et autres dettes assimilés

Néant.

6.8.2 Dettes des legs ou donations

Néant.

6.8.3 Précisions sur d'autres dettes

- Produits constatés d'avance

A la clôture de l'exercice la variation du poste par rapport à l'exercice précédent s'explique ainsi :

- 1 826 €/1 826 € l'exercice précédent.

6.9 État des échéances des créances et des dettes, mention de celles garanties par des suretés réelles, à la clôture de l'exercice

Créances	Montant brut	Liquidité de l'actif		Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances à 1 an au plus	Échéances à plus 1 an			Échéances à 1 an au plus	à plus 1 an et 5 ans au plus	à plus 5 ans
Créances de l'actif immobilisé :				Emprunts obligataires convertibles (2)(3)				
Créances rattachées à des participations	590		590	Autres emprunts obligataires (2)(3)				
Prêts (1)	241 734	7 202	234 532	Emprunts (2) (3) et dettes auprès des établissements de crédit (3) dont :				
Autres	63 879		63 879	- à 1 an au maximum à l'origine				
				- à plus de 1 an à l'origine				
Créances de l'actif circulant :				Emprunts et dettes financières divers (2) (3)				
Créances Clients et Comptes rattachés	201 724	201 724		Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	336 108	336 108		
Créances reçues par legs ou donations				Dettes des legs ou donations				
Autres	225 485	225 485		Dettes fiscales et sociales	976 415	976 415		
Charges constatées d'avance	39 986	39 986		Dettes sur immobilisations et Comptes rattachés				
				Autres dettes (3)	639 931	639 931		
				Produits constatés d'avance	1 827	1 827		
TOTAL	773 398	474 397	299 001	TOTAL	1 954 280	1 954 280		
(1) Prêts accordés en cours d'exercice				(2) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Prêts récupérés en cours d'exercice				Emprunts remboursés en cours d'exercice				
				(3) Dont garanties par des suretés réelles (indication des postes concernés)				

7 Informations relatives au Compte de résultat

Le compte de résultat est présenté selon les dispositions du plan comptable général sauf en ce qui concernent les opérations spécifiques qui suivent :

- Produits d'exploitation : cotisations, produits de tiers financeurs, utilisations des fonds dédiés ;
- Charges : aides financières, reports en fonds dédiés ;
- Contributions volontaires en nature (produits) et charges des contributions volontaires en nature

Les cotisations des administrateurs sont comptabilisées au moment de l'encaissement. Elles confèrent la qualité de membre adhérent de l'association.

7.1 Résultats par activité ou établissement

Déficit ou excédent de l'exercice	Déficit	Excédent
<i>Gestion propre (= libre)</i>		
— ASSOCIATION	37 849	
<i>Gestion sous contrôle de tiers financeurs (= conventionnée)</i>		
— SRP		70 234
— SIEGE	25 926	
— CHRS	80 747	
— SOUSTO ACT		112 014
— SEMO		1 783
— LOU CANTOU		39 345
— PEPS	260 396	
— SAME	42 681	
— BLANCARDE	10 975	
— DAUF	24 733	
RESULTAT DE L'EXERCICE	259 933	

7.2 Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs) et autres informations sur les comptes des établissements sociaux et médico-sociaux

7.2.1 Tableau de passage entre résultat comptable et résultat administratif par établissement

Etablissement Siège sous contrôle de tiers financeur

Résultat comptable	-	25 926
Résultat antérieur incorporé		-
<i>Retraitements</i>		-
Provision pour congés payés	-	12 430
Provision retraite		3 760
Autres dont CITS		
Résultat compte administratif	-	34 596

Etablissement Lou Cantou sous contrôle de tiers financeur

Résultat comptable		39 345
Résultat antérieur incorporé	-	35 710
<i>Retraitements</i>		
Provision pour congés payés		-
Provision retraite	-	19 425
Reprise Dot.Amortiss. s/réserve compensation Chges Amortiss.		
Autres dont CITS		
Résultat compte administratif	-	15 790

Etablissement PEPS sous contrôle de tiers financeur

Résultat comptable	-	260 396
Résultat antérieur incorporé	-	66 049
<i>Retraitements</i>		
Provision pour congés payés		2 045
Provision retraite		6 465
Amortissements dérogatoires		-
créances douteuses		-
Autres dont CITS		-
Résultat compte administratif	-	317 935

Etablissement SEMO sous contrôle de tiers financeur

Résultat comptable	1 783
Résultat antérieur incorporé	39 355
<i>Retraitements</i>	
Provision pour congés payés	-
Provision retraite	-
Amortissements dérogatoires	-
Autres dont CITS	-
Résultat compte administratif	41 138

Etablissement CHRS sous contrôle de tiers financeur

Résultat comptable	- 82 714
Résultat antérieur incorporé	-
<i>Retraitements</i>	
Provision pour congés payés	5 620
Provision retraite	3 700
Dotation complémentaire non reconductible	
Résultat compte administratif	- 73 395

Etablissement CHRS (laverie)

Résultat comptable	1 966
--------------------	-------

Etablissement SRP sous contrôle de tiers financeur

Résultat comptable	70 234
Résultat antérieur incorporé	
<i>Retraitements</i>	
Provision pour congés payés	
Provision retraite	
Autres dont CITS	- 71 322
Résultat compte administratif	- 1 088

Etablissement SOUSTO ACT sous contrôle de tiers financeur

Résultat comptable	112 014
Résultat antérieur incorporé	7 384
<i>Retraitements</i>	
Provision pour congés payés	-
Provision retraite	-
Autres dont CITS	-
Résultat compte administratif	119 398

Etablissement SAME sous contrôle de tiers financeur

Résultat comptable	-	42 681
Résultat antérieur incorporé		51 370
<i>Retraitements</i>		-
Provision pour congés payés		-
Provision retraite		-
Autres dont CITS		-
Résultat compte administratif		8 689

Etablissement Blancarde sous contrôle de tiers financeur

Résultat comptable	-	10 975
Résultat antérieur incorporé		-
<i>Retraitements</i>		-
Provision pour congés payés		-
Provision retraite		-
Autres dont CITS		-
Résultat compte administratif	-	10 975

7.2.2 Tableau de suivi du traitement des dettes provisionnées pour congés à payer

	Provisions congés payés				Provisions charges soc/ congés payés			
	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
LOU								
CANTOU	54 986	9 372		64 357	33 343	5 683		39 026
PEPS	70 943	1 278		72 221	42 566	767		43 333
CHRS	22 969	3 512			13 781	2 107		15 888
SIEGE	50 160		7 769		30 096		4 661	25 435
SEMO	20 238	2 332			12 142	1 399		13 541
SOUSTO ACT	13 157	4 157			7 894	2 494		10 388
SRP	5 036	8 344			3 022	5 007		8 028
BLANCARDE	17 687	2 864			10 612	1 719		12 331
SAME	47 137	6 051			28 282	3 631		31 913
DAUF	7 723	2 225			4 634	1 334		5 968
Total	310 035	40 136	7 769	342 401	186 372	24 140	4 661	205 852

7.2.3 Tableau de suivi des amortissements dérogatoires

	Amortissements dérogatoires			
	Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
LOU CANTOU	81 809	7 664		89 474
PEPS	217 759		12 883	204 876
CHRS	-			-
SIEGE	12 470	45		12 515
SEMO	-			-
SOUSTO ACT	-			-
SRP	-			-
BLANCARDE	-			-
SAME	-	-	-	-
DAUF	-			-
ASSO	15 828		552	15 276
Total	327 867	7 709	13 435	322 141

7.3 Produits du compte de résultat

7.3.1 Cotisations

Les cotisations des administrateurs sont comptabilisées au moment des encaissements. Elles confèrent la qualité de membre adhérent à l'association.

7.3.2 Ventes de biens et services

DAUF : prestation de service 158 856 €

7.3.3 Produits de tiers financeurs

- Subventions et produits de tarification

Les dépenses engagées avant que notre entité ait obtenu la notification d'attribution de la subvention sont inscrites en charges sans que la subvention attendue puisse être inscrite en produits.

Les conventions d'attributions de subvention comprennent généralement des conditions suspensives ou résolutives. Tant qu'une condition suspensive persiste, la subvention ne peut être comptabilisée en produits. Constituent des subventions les contributions facultatives de toute nature, valorisées dans l'acte d'attribution, décidées par les autorités administratives et les organismes chargés de la gestion d'un service public industriel et commercial, justifiées par un intérêt général et destinées à la réalisation d'une action ou d'un projet d'investissement, à la contribution au développement d'activités ou au financement global de l'activité de l'organisme de droit privé bénéficiaire.

Ces actions, projets ou activités sont initiés, définis et mis en œuvre par les organismes de droit privé bénéficiaires. Ces contributions ne peuvent constituer la rémunération de prestations individualisées répondant aux besoins des autorités ou organismes qui les accordent

Une subvention d'exploitation est octroyée à l'entité pour lui permettre de compenser l'insuffisance de certains produits d'exploitation ou de faire face à certaines charges d'exploitation.

Les subventions d'exploitation sont comptabilisées en produit lors de la notification de l'acte d'attribution de la subvention par l'autorité administrative.

La fraction de subvention dédiée à un projet défini tel que défini à l'article 132-1 qui n'a pu être utilisée conformément à son objet au cours de l'exercice est comptabilisée dans le compte de charges « *Reports en fonds dédiés* » en contrepartie du passif « *Fonds dédiés sur subvention d'exploitation* ».

La fraction d'une subvention pluriannuelle rattachée à des exercices futurs est inscrite à la clôture de l'exercice en produits constatés d'avance.

Les risques d'indus/de reversement de subvention sont enregistrés en « *Provisions pour risques et charges* »

Nature du concours ou de la subvention	Union européenne	Etat et Collectivités territoriales	Caisse d'allocations familiales	Autres
Concours publics				
Subventions d'exploitation		499 804		
Produits de tarification		7 298 065		

7.3.4 Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges

Reprises

- Sur provisions pour risques et charges : 40 619 €
- Sur provisions pour créances : 0 €
- Sur provisions exceptionnelles pour dépréciation : 1 863 €

Transferts de charges : 0 €

7.3.5 Utilisations des fonds dédiés

Néant.

7.3.6 Autres produits (d'exploitation)

	CAF	Cotisation	Participation jeunes	Autres produits de gestion courante	Total
LOU CANTOU	46 025		5 929		51 954
PEPS	7 325				7 325
CHRS	40 315		10 711	9	51 035
SIEGE					-
SEMO				7	7
asso		165			165
SOUSTO ACT	1 454		2 080	4	3 538
SRP				4	4
BLANCARDE			2 929		2 929
SAME				1	1
DAUF			8 883		8 883
	95 120		30 532	24	125 841

7.4 Charges du compte de résultat

7.4.1 Achats de marchandises et variation des stocks

En N-1, le montant s'élevait à 0 € contre 0 € en N.

7.4.2 Autres Achats et charges externes

En N-1, le montant s'élevait à 3 095 592 € contre 3 031 120 € en N.

7.4.3 Aides financières

Néant

7.4.4 Impôts, taxes et versements assimilés

Le montant en N-1 est de 500 792 € contre 527 963 € en N.

7.4.5 Salaires et traitements, charges sociales

Le montant en N-1 est de 4 307 434 € contre 4 620 195 € en N.

7.4.6 Dotations aux amortissements et aux dépréciations

Cf 6.1.2

7.4.7 Dotations aux provisions

Cf 6.6

7.4.8 Reports en fonds dédiés

Cf 6.5.2

7.4.9 Autres charges

	Pécule	Autres chges de gestion courante	DIVERS	Total
LOU CANTOU	11 990			11 990
PEPS	26 639	-17		26 623
CHRS				
SIEGE		49		49
SEMO	90			90
asso			5 000	5 000
SOUSTO ACT				-
SRP				-
BLANCARDE		-3		3
SAME	29 260			29 260
DAUF		4		4
	67 979	34	5 000	73 014

7.5 Résultat Financier

Le résultat financier 2022 est de 24 293 € correspondant aux intérêts courus de 2022 des placements CAPI.

7.6 Résultat exceptionnel

	Produits s/exercices antérieurs	Reprise s/prov (1)	CIL Remboursement à recevoir	Amortissements dérogatoires	Total
LOU CANTOU				7 664	- 7 664
PEPS				- 12 883	12 883
CHRS					-
SIEGE			7 202	45	7 157
SEMO					-
Association		1 311		- 552	1 863
SOUSTO ACT					-
SRP	71 322				71 322
BLANCARDE					-
SAME					-
DAUF					-
	71 322	1 311	7 202	- 5 726	85 561

7.7 Contributions et charges des contributions, volontaires en nature

Néant.

7.7.1 Contributions volontaires en nature (Produits) : informations détaillées

Néant.

7.7.2 Charges des Contributions volontaires en nature : informations détaillées

Néant.

7.7.3 Autres informations sur la nature, le montant et le traitement de certains produits et charges

Néant.

7.7.4 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

- Produits à recevoir : cf 6.2.4
- Charges et produits exceptionnels : cf 7.6

- Transferts de charges : cf 7.3.4
- Honoraires des commissaires aux comptes

	KPMG
— Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	39 348
— Au titre d'autres prestations	0
Honoraires totaux	39 348

7.7.5 Autres informations sur certaines contributions volontaires en nature non présentées au pied du compte de résultat

Néant.

8 Informations relatives à la fiscalité

8.1 Informations relatives au régime fiscal

Néant.

8.2 Impôt sur les bénéfices

Néant.

8.2.1 Ventilation de l'origine de l'IS

Néant.

8.2.2 Impôt différé

Néant.

8.2.3 Autres informations spécifiques liées à l'IS

Néant.

9 Opérations non habituelles ou non conclues à des conditions normales

Néant.

10 Autres informations et engagements dont opérations et engagements envers les dirigeants

10.1 Donations temporaires d'usufruit antérieures non immobilisées

Néant.

10.2 Engagement reçu des donateurs

Néant.

10.3 Dons en nature destinés à être cédés (engagements reçus)

Néant.

10.4 Informations relatives aux dirigeants (rémunérations, avances et crédits alloués, engagements en matière de retraite, pensions...)

En application de l'article 20 de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés (Président, secrétaire, trésorier) s'est élevé à 0 € bruts en 2022.

10.5 Informations concernant les contributions volontaires non renseignées au pied du compte de résultat

Néant.

10.6 Libéralités acceptées par l'association pour lesquels un délai d'opposition administrative existe

Néant.

10.6.1 Libéralités acceptées pour lesquelles existe un délai d'opposition administrative à la clôture

Néant.

10.6.2 Tableau de suivi des libéralités en cours de délai d'opposition à la clôture

Néant.

10.6.3 Tableau de suivi des libéralités dont le délai d'opposition administrative est expiré à la clôture, jusqu'à leur affectation

Legs et donations acceptés par l'association	Encaissements	Décaissements et virements pour affectation définitive	Solde des legs et donations en début d'exercice (195000)	Solde des legs et donations en fin d'exercice
Dons antérieurs à 2002			6 131	6 131
TOTAL	-	-	6 131	6 131

10.7 Passifs non comptabilisés

Néant.

11 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

Dans le cadre de la mise en œuvre de nos activités, nous n'avons pas recours au bénévolat.

	Personnel salarié
Cadres	12.25
Employés	11.41
Ouvriers	19.64
Techniciens	73.65
Total	119.95

12 Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan

12.1 Engagements financiers donnés et reçus

L'association s'est portée caution solidaire de la SCI Engagement Pour une Société Solidaire au profit du Crédit Agricole Alpes Provence dans le cadre de deux emprunts souscrits par la SCI en date du 19 août 2020 pour un montant de :

- €. 200 000 sur une durée de 240 mois au taux fixe de 0,90%
- €. 100 000 sur une durée de 252 mois avec un différé de remboursement d'un an au taux fixe de 0,93%.

12.2 Engagements pris en matière de crédit-bail

Néant.

12.3 Autres opérations non inscrites au bilan

Néant.